
Fiches sectorielles

Industrie

Avertissement

Les résultats et analyses présentés dans la vue d'ensemble, dans les fiches sectorielles et dans la plupart des fiches thématiques sont, sauf mention contraire, définis sur la base d'unités légales **sur le champ des secteurs principalement marchands hors agriculture et hors secteurs financiers**.

Une unité légale est une entité juridique de droit public ou privé. Cette entité juridique peut être :

- une personne morale, type société, dont l'existence est reconnue par la loi indépendamment des personnes ou des institutions qui la possèdent ou qui en sont membres ;
- une personne physique, qui, en tant qu'indépendant, peut exercer une activité économique.

Elle est obligatoirement déclarée aux administrations compétentes (greffes des tribunaux, Sécurité sociale, DGI,...) pour exister. La catégorie juridique d'une telle unité dépend du choix des propriétaires ou de ses créateurs (pour des raisons organisationnelles, juridiques ou fiscales). L'unité légale est l'unité principale enregistrée dans Sirene.

Sauf mention explicite d'une référence à la catégorie d'entreprise définie par la loi de Modernisation de l'économie et son décret d'application 2008-1354 du 18 décembre 2008, le terme d'entreprise désigne dès lors dans cet ouvrage des unités légales.

Le champ des secteurs principalement marchands hors agriculture et hors secteurs financiers correspond dans la nomenclature d'activités françaises (NAF rév. 2) aux activités suivantes :

- industrie manufacturière, industrie extractives et autres (BE),
- construction (F),
- commerce de gros et de détail, transports, hébergement et restauration (GI),
- information et communication (J),
- activités immobilières (L),
- activités spécialisées, scientifiques et techniques et activités de services administratifs et de soutien (MN),
- arts, spectacles et activités récréatives (R),
- autres activités de services (S) à l'exclusion des activités des organisations associatives.

Dans cette nouvelle édition des *Entreprises en France*, le champ a été étendu à davantage d'entrepreneurs individuels et de sociétés civiles immobilières qui appartiennent en grande partie aux secteurs de la construction, de l'immobilier et des autres activités de services, notamment les activités artistiques, créatives et de spectacles. Ainsi, 200 000 unités supplémentaires sont prises en compte par rapport à 2011 mais leur poids économique est faible. Elles réalisent 15 milliards de chiffre d'affaires (sur les 3 700 milliards des unités légales du champ) et moins de 4 milliards de valeur ajoutée (sur 980 milliards).

Dans cette publication, les résultats de 2011 et les évolutions entre 2011 et 2012 sont présentés sur la base du champ de 2012.

Signes conventionnels utilisés

...	Résultat non disponible
///	Absence de résultat due à la nature des choses
e	Estimation
p	Résultat provisoire
r	Résultat révisé par rapport à l'édition précédente
n.s.	Résultat non significatif
€	Euro
K	Millier
M	Million
Md	Milliard
Réf.	Référence

6.1 Chiffres clés de l'industrie

En 2012, le secteur de l'**industrie** compte 252 000 entreprises et emploie 3 millions de salariés en équivalent temps plein (EQTP) hors intérim, soit un quart des salariés de l'ensemble des entreprises du champ des secteurs principalement marchands non agricoles et non financiers. Les entreprises industrielles dégagent un chiffre d'affaires total de 1 060 milliards d'euros. Elles génèrent plus du quart du chiffre d'affaires (28 % en 2012) et de la valeur ajoutée (26 %) de l'ensemble des secteurs du champ et 31 % de l'investissement. L'industrie est davantage tournée vers l'extérieur que les autres grands secteurs de l'économie : 32 % de son chiffre d'affaires provient des exportations, contre 16 % pour l'ensemble du champ.

L'industrie est surtout composée d'entreprises de moins de 10 salariés en EQTP (87 % en 2012), mais ce sont les entreprises de 250 salariés EQTP ou plus qui génèrent la grande majorité du chiffre d'affaires (64 %), de la valeur ajoutée (59 %), de l'investissement (61 %) et des exportations (76 %) du secteur. Elles emploient aussi la moitié des salariés (en EQTP).

L'industrie est essentiellement manufacturière ; elle est à l'origine de 83 % de la valeur ajoutée du secteur industriel. Le secteur de l'électricité et du gaz crée 11 % de cette valeur ajoutée industrielle, celui de la production et distribution d'eau, gestion des déchets et dépollution 5 % et les industries extractives 1 %.

Restée assez stable au cours de la première moitié des années 2000, la production en volume de la branche « industrie » a augmenté jusqu'à la crise des années 2008-2009, dépassant de huit points en 2007 le niveau de 2000. Après le fort recul de 2009 (-10,1 %) et un redressement partiel en 2010 et 2011 (+4,0 % puis +1,8 %), elle dépasse alors à peine le niveau de 2000 et reste bien en deçà de celui

d'avant la crise. Elle baisse à nouveau en 2012 (-1,5 %) puis en 2013 (-0,5 %). Ces replis sont un peu plus modérés que ceux de l'industrie manufacturière (-2,2 % en 2012, -0,8 % en 2013) du fait de la hausse de la production d'électricité-gaz.

Entre fin 2000 et fin 2013, l'industrie a perdu 22,1 % de ses emplois salariés directs (hors intérim). La baisse s'était accentuée lors de la crise de 2008-2009 puis s'est amoindrie à l'aube de la décennie 2010. Après -0,5 % en 2011 et -0,9 % en 2012, elle s'amplifie légèrement, avec un recul de 1,6 % en 2013. Dans le secteur de l'électricité-gaz, le recul de l'emploi hors intérim était acquis dès décembre 2008 et a été plus limité sur l'ensemble de la période (-6,7 % de fin 2000 à fin 2013). La prise en compte de l'intérim, qui s'ajuste plus rapidement que l'emploi direct aux variations de l'activité, accentue le repli de l'emploi industriel en 2008, 2009 et 2012, soutient celui-ci en 2010 et, dans une moindre mesure, en 2011 et 2013. Le volume d'intérim en EQTP est en effet passé de 296,7 milliers au quatrième trimestre 2007 à 184,7 milliers au quatrième trimestre 2009 (soit -37,8 %), pour revenir progressivement à 253 milliers au quatrième trimestre 2011. Après un net recul en 2012 (-15,5 %), il progresse légèrement pour atteindre 220,5 milliers au quatrième trimestre 2013.

L'industrie est un secteur moins féminisé que l'ensemble des secteurs du champ : en 2012, la part des femmes y est de 28,9 % contre 36,2 % pour l'ensemble. La majorité des actifs (54,6 % en 2012) a entre 30 et 49 ans. Un peu plus du quart a 50 ans ou plus. Les ouvriers sont proportionnellement plus nombreux dans l'industrie (45 % de l'emploi industriel contre 30,1 % pour l'ensemble des secteurs). C'est l'inverse pour les employés (7 % contre 19,6 %). Les non-salariés y sont peu présents (5 % contre 13,3 %). ■

Définitions

Industrie : elle correspond aux sections B (industries extractives), C (industrie manufacturière), D (production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et air conditionné), E (production et distribution d'eau, assainissement et gestion des déchets, dépollution) de la nomenclature d'activités NAF rév. 2 (voir *annexe Nomenclature d'activités française*).

1. Chiffres clés de l'industrie en 2012

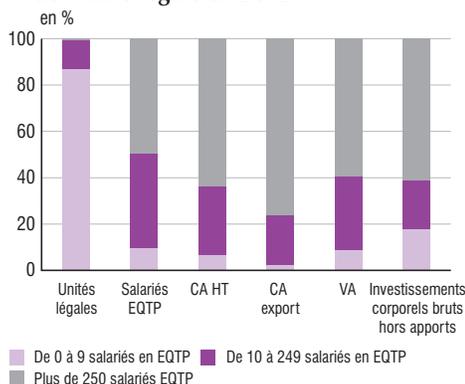
	Unités légales	Salariés EQTP	Chiffre d'affaires hors taxe	Chiffre d'affaires export	Valeur ajoutée	Investissements corporels bruts hors apports
	(milliers)		(milliards d'euros)			
De 0 à 9 salariés EQTP	218,6	293,0	73,6	7,8	23,0	10,2
De 10 à 249 salariés EQTP	31,4	1 218,8	310,1	72,9	81,0	12,0
250 salariés EQTP ou plus	1,6	1 498,8	676,7	258,0	152,3	35,2
Ensemble	251,6	3 010,6	1 060,4	338,7	256,3	57,4
Ensemble des entreprises marchandes non agricoles et non financières	3 266,0	12 036,4	3 725,7	602,2	982,9	184,7
Poids des entreprises du secteur de l'industrie¹ (en %)	7,7	25,0	28,5	56,2	26,1	31,1

1. Poids des entreprises ayant une activité principale dans le secteur industriel par rapport à l'ensemble des entreprises marchandes non agricoles et non financières.
Champ : France.

Note : la branche de l'industrie contribue à 13,8 % de la valeur ajoutée de l'ensemble des branches de l'économie (au sens de la comptabilité nationale).

Source : Insee, É sane.

2. Structure des agrégats selon la taille de l'unité légale en 2012

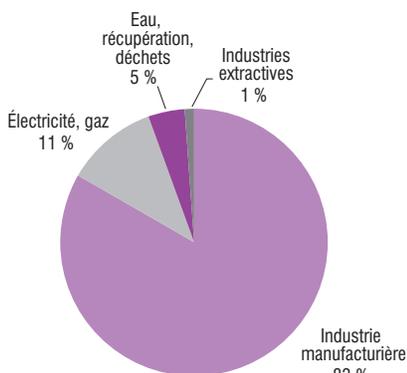


Champ : France.

Lecture : les entreprises de 250 salariés ou plus représentent 0,6 % des unités légales, 50 % des salariés, 64 % du CA, 76 % du CA export, 59 % de la VA et 61 % des investissements.

Source : Insee, É sane.

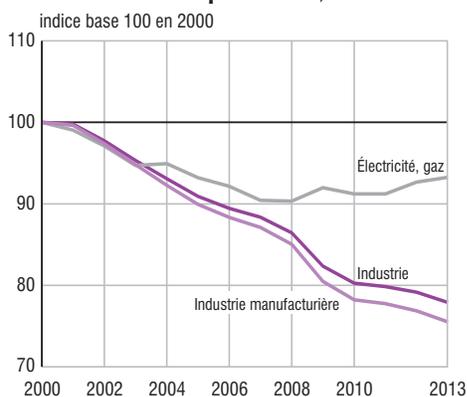
4. Principales activités du secteur selon la valeur ajoutée en 2012



Champ : France.

Source : Insee, É sane.

3. Évolution de l'emploi salarié, hors intérim

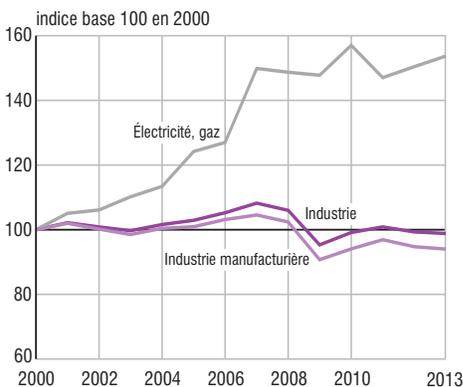


Champ : France.

Note : les titulaires de contrats d'intérim ne sont pas classés dans les secteurs d'activité qui les emploient effectivement mais systématiquement dans l'activité de travail temporaire.

Source : Insee, estimations d'emploi (CVS au 4^e trimestre).

5. Production par branche en volume



Champ : France, branches industrielles.

Source : Insee, comptabilité nationale.

6.2 Ratios de l'industrie

Le taux de valeur ajoutée de l'industrie, de 24,2 % en 2012, est quasiment inchangé par rapport à 2011 (24,1 %) mais inférieur aux taux de 2010 (25,4 %) et 2009 (25,3 %). L'industrie est un secteur très capitalistique, avec 250 milliers d'euros d'immobilisations corporelles par salarié en 2012 contre 175 milliers d'euros pour l'ensemble des entreprises des secteurs principalement marchands non agricoles et non financiers. Mais cette moyenne masque de fortes disparités, même au sein de l'industrie manufacturière qui est déjà globalement beaucoup moins capitalistique que l'ensemble de l'industrie (156 milliers d'euros par salarié).

L'industrie investit en moyenne 22,4 % de sa valeur ajoutée en 2012 (22,8 % en 2011). Le taux d'investissement industriel a progressé quasiment chaque année depuis dix ans. En 2012, il recule légèrement dans un contexte de dégradation des perspectives de production depuis mi-2011 et de capacités de production inemployées. Comme pour l'intensité capitalistique, le taux d'investissement est très contrasté selon les secteurs de l'industrie : il est de 14 % dans l'industrie manufacturière et beaucoup plus élevé dans chacun des autres grands secteurs industriels.

Le taux de marge industriel continue de baisser en 2012 (26,4 % après 27 % en 2011 et 28 % en 2010). S'il se situe à un niveau plus élevé qu'en 2009, il reste néanmoins inférieur aux niveaux des années 2003-2007. En 2012, l'alourdissement modéré des charges de personnel a contribué à réduire l'excédent brut d'exploitation (EBE). Le taux de marge est plus faible dans l'industrie manufacturière (21,8 %) et nettement plus élevé dans chacun des autres grands secteurs industriels. Il est légèrement supérieur en 2012 à celui de la moyenne des entreprises non agricoles et non financières hors sièges sociaux (25,6 %).

Le taux de rentabilité économique est un peu moins favorable en 2012 (6,7 %) qu'en 2011 (7 %) et 2010 (7,4 %). Cette moindre

performance reflète la baisse de l'EBE et la hausse des immobilisations.

En revanche, le taux de rentabilité financière s'améliore en 2012 : 7,5 % après 7,1 % en 2011. Mais il s'élevait à 8,4 % en 2010. L'amélioration constatée en 2012 est liée à la hausse du résultat comptable tandis que les capitaux propres progressent également. Elle ne concerne cependant pas les entreprises de 250 salariés ou plus pour lesquelles le taux de rentabilité financière baisse en 2012 (6,3 % contre 7,3 % en 2011), en lien avec le recul du résultat comptable.

Le taux de prélèvement financier, rapport des frais financiers sur l'EBE, croît légèrement en 2012 : 19,4 % après 19,2 % en 2011. Cette hausse provient d'une diminution un peu plus rapide de l'EBE. Le levier financier, qui rapporte les dettes financières aux fonds propres, augmente aussi en 2012 (61,8 % après 60,6 %). Cette hausse trouve son origine dans celle des dettes financières alors que les entreprises ont plus de fonds propres qu'en 2011.

Le taux d'autofinancement des entreprises industrielles s'élève à 113,1 % en 2012, après 108,6 % en 2011. Il est néanmoins inférieur aux niveaux de 2010 et 2009. L'augmentation constatée en 2012 est due à l'accroissement de la capacité d'autofinancement conjuguée à la baisse des investissements. Dans l'industrie manufacturière, le taux d'autofinancement est un peu plus élevé (122,8 % en 2012), mais il est bien inférieur à celui de l'ensemble des entreprises marchandes non agricoles et non financières (165,1 %). Cet écart reflète l'importance des investissements industriels.

Pour l'ensemble de l'industrie, les délais de paiement fournisseurs deviennent inférieurs aux délais clients en 2012 (62,3 jours contre 63,1 jours). Ils reculent tous les deux depuis plusieurs années ; cette baisse s'inscrit dans le contexte de la loi de Modernisation de l'économie (LME) de 2008 qui comprend une mesure spécifique consacrée à la réduction progressive des délais de paiement. ■

Pour en savoir plus

- « L'intérim en 2012 : fort repli du travail temporaire », *Dares Analyses* n° 049, Dares, juillet 2013.

Ratios de l'industrie 6.2

1. Ratios du secteur de l'industrie en 2012

en %

	Ensemble	De 0 à 9 salariés	De 10 à 249 salariés	250 salariés ou plus	Ensemble entreprises marchandes ¹
Organisation et débouchés de la production					
Taux d'exportation	31,9	10,6	23,5	38,1	16,2
Taux de valeur ajoutée	24,2	31,2	26,1	22,5	26,4
Intensité capitalistique (en milliers d'euros)	249,7	268,4	121,4	350,3	174,7
Partage de la VA (au coût des facteurs)					
Part des frais de personnel	73,6	64,5	79,3	72,0	74,4
Taux de marge ²	26,4	35,5	20,7	28,0	25,6
Ratios de rentabilité					
Rentabilité économique	6,7	8,0	7,8	6,1	8,1
Rentabilité financière	7,5	13,5	6,5	6,3	7,5
Ratios d'endettement, de solvabilité et de liquidité					
Levier financier	61,8	83,8	45,9	61,9	74,6
Taux de prélèvement financier	19,4	23,0	14,0	20,8	33,5
Délais de paiement					
Fournisseurs (en jours)	62,3	68,0	57,7	63,7	58,5
Clients (en jours)	63,1	59,4	58,9	65,4	51,9
Ratios d'investissement					
Taux d'investissement	22,4	44,3	14,8	23,1	18,8
Taux d'autofinancement	113,1	145,0	98,7	108,7	165,1

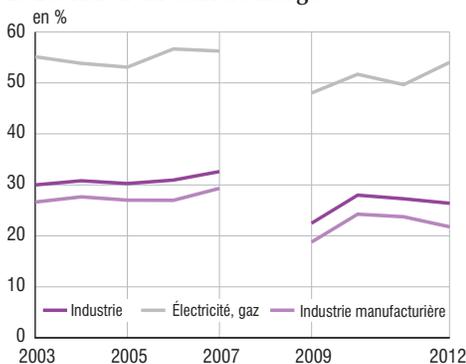
1. Entreprises des secteurs principalement marchands hors agriculture et secteur financier.

2. Hors sièges sociaux.

Champ : France.

Source : Insee, É sane.

2. Évolution du taux de marge

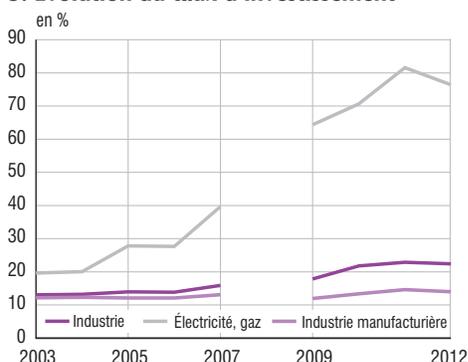


Champ : France.

Note : l'Insee a rénové ses outils de statistiques d'entreprises en 2008. Pour cette première année, les données sont de moins bonne qualité et ne sont donc pas diffusées.

Source : Insee, Ficus, É sane.

3. Évolution du taux d'investissement



Champ : France.

Note : l'Insee a rénové ses outils de statistiques d'entreprises en 2008. Pour cette première année, les données sont de moins bonne qualité et ne sont donc pas diffusées.

Source : Insee, Ficus, É sane.

4. Personnes en emploi dans l'industrie en 2012

en %

	Part de femmes	Part d'actifs		Part d'employés	Part d'ouvriers	Part autres professions	Part de non-salariés
		de 15 à 29 ans	de 50 ans ou plus				
Industrie extractives	13,1	13,5	29,9	6,1	57,0	36,9	1,4
Production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné	26,3	23,3	30,9	5,3	7,7	87,1	0,1
Production et distribution d'eau ; assainissement, gestion des déchets et dépollution	21,1	16,9	21,2	10,0	50,3	39,7	2,7
Industrie manufacturière	29,7	18,3	27,0	6,9	46,9	46,2	5,4
Ensemble industrie	28,9	18,5	26,9	7,0	45,0	48,1	5,0
Ensemble entreprises marchandes¹	36,2	22,0	24,3	19,6	30,1	50,3	13,3

1. Entreprises des secteurs principalement marchands hors agriculture et secteur financier.

Champ : France.

Source : Insee, enquête Emploi.